

## **École d'été 2023 de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles**

Protéger et valoriser les patrimoines, la diversité culturelle et la créativité : une  
approche basée sur les droits de la personne  
15 au 19 mai 2023

### **Biographies des participants**

#### **Alexandre, Caecilia**

#### **Doctorante à la Faculté de droit de l'Université Laval**



Caecilia Alexandre poursuit actuellement son doctorat à la Faculté de droit de l'Université Laval. Ses recherches portent sur le respect des droits culturels des peuples autochtones au sein des Conventions de l'UNESCO relatives au patrimoine. Elle est aussi détentrice d'une Maîtrise en droit concentration droit transnational et international à l'Université Laval et d'un Master 1 en droit public à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne. Elle détient, en outre, une large expérience depuis 2011 auprès de diverses Organisations non gouvernementales dédiées à la sauvegarde du patrimoine des communautés locales et autochtones et à la défense de leurs droits culturels et territoriaux en Tanzanie, à l'île Maurice, au Maroc et au Canada. Elle est membre régulière de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles et membre leader du Réseau international étudiant pour le climat (UniC). Elle a aussi été chroniqueuse à la Radio CKIA FM où elle a lancé, dans le cadre de l'émission Solidarité Québec-monde, une série de chroniques sur les langues autochtones invitant divers jeunes autochtones à travers le monde à partager leurs langues et réalités.

**Barreiro Carril, Beatriz**  
**Professeure agrégée, Universidad Rey Juan Carlos**



Beatriz Barreiro Carril est docteur en droits de l'homme (Université Carlos III, Madrid) et titulaire d'une maîtrise en droit de l'Union européenne (Université Libre de Bruxelles). Beatriz est professeure agrégée de droit international public à l'Université Rey Juan Carlos. Elle s'intéresse aux liens entre le droit international et les autres sciences sociales, les sciences humaines et les arts, ainsi que la recherche appliquée avec un accent particulier sur les droits de l'homme, surtout les droits culturels. Elle a été chercheuse invitée à l'Institut Max Planck d'anthropologie sociale - Département de droit et de culture - à Halle, chercheuse invitée à l'Institut de droit international public et de droit européen (Université de Göttingen), au Centre d'éthique de l'Université de Toronto et le Centre for Socio-Legal Studies (Université d'Oxford). Elle est fondatrice et membre du comité de coordination de groupe de réflexion au Droit international de la culture au sein de la Société européenne de droit international (SEDI). Elle vient de publier l'édition de *15 Years of the UNESCO Diversity of Cultural Expressions Convention Actors, Processes and Impact* avec A. Jakubowski et L. Lixinski (Bloomsbury, 2023).

**Bergeron, Yves**  
**Professeur titulaire de la Chaire de recherche stratégique sur la gouvernance des musées et le droit de la culture à l'Université du Québec à Montréal**



Yves Bergeron est titulaire de la Chaire de recherche stratégique sur la gouvernance des musées et le droit de la culture à l'Université du Québec à Montréal. Il dirige l'Institut du patrimoine et ses travaux portent notamment sur l'histoire des collections et la gouvernance des musées.

### **Bouchard, Johanne**

**Spécialiste des droits humains, procédures spéciales, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, membre de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels**



Diplômée en études internationales à l'Université Laval et en anthropologie sociale à Fribourg, spécialiste en droits humains au Haut-Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme, Johanne Bouchard soutient depuis 2015 le mandat de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels et le travail du Haut-Commissariat lié à cette catégorie de droits. Avant de rejoindre le bureau, elle a travaillé 10 ans en tant que chercheuse et coordinatrice de projets à l'Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme de l'Université de Fribourg, contribuant à de nombreux projets et collaborations internationales visant à sensibiliser aux droits culturels, à les intégrer dans les politiques et programmes publics, et à renforcer l'indivisibilité et l'interdépendance des droits humains dans les pratiques. Elle est membre de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels et du Groupe de Fribourg, à l'origine de la Déclaration de Fribourg sur les droits culturels.

### **Carpentier, David**

**Candidat au doctorat, chargé de cours, École d'études politiques, Université d'Ottawa**



David Carpentier est candidat au doctorat et chargé de cours à l'École d'études politiques de l'Université d'Ottawa. Ses travaux de recherche portent sur la gouvernance municipale, l'intégration des personnes immigrantes, le multiculturalisme et le nationalisme. Il est l'auteur du livre *La métropole contre la nation ? La politique montréalaise d'intégration des personnes immigrantes* (PUQ, 2022).

### **Carter, Jennifer**

**Professeure agrégée, Département d'histoire de l'art, Études supérieures en muséologie, Université du Québec à Montréal**



Jennifer Carter est professeure en Nouvelles muséologies, patrimoines immatériels et objets culturels au Département d'histoire de l'art, ainsi qu'aux cycles supérieurs en muséologie, à l'Université du Québec à Montréal. Muséologue et historienne de l'art et de l'architecture, ses recherches s'orientent selon trois axes principaux, dont la relation des musées, la justice historique et sociale et le commissariat de sujets sensibles ; la

représentation, les trames narratives et l'architecture des lieux ; et les pratiques muséologiques à l'ère de la transition socioécologique. Sa recherche actuelle analyse le phénomène émergent et largement post-millénaire des musées consacrés aux droits de la personne en Asie, Europe, Amérique du Nord et du Sud, et vise à interroger quelle interprétation ces musées font des concepts de droits au sein de leur mission institutionnelle et dans leurs contextes géopolitique et culturel particuliers. Son livre *Human Rights Museums: Critical Tensions Between Memory and Justice* (Routledge), paru en 2022, théorise le genre et l'émergence de ce phénomène muséal à l'échelle internationale.

### **Cuny, Laurence**

**Membre de la banque d'experts de l'UNESCO sur la Convention de 2005, membre associée de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels, candidate au doctorat en droit international, Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles**



Laurence Cuny est juriste et chercheuse spécialisée dans les droits culturels et la liberté artistique. Diplômée en droit international de l'Institut de hautes études internationales de Genève, puis assistante d'enseignement en droit international public de cet Institut, elle a ensuite travaillé pour des organisations de la société civile et pour les Nations Unies. Elle a collaboré avec le mandat de la Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels pour les rapports sur la liberté artistique (2013), l'impact de la publicité sur la jouissance des droits culturels (2014) et les espaces publics (2019). Elle est l'auteure d'études récentes sur la

protection internationale de la liberté artistique (Université de Hildesheim, 2019), l'accueil des artistes en danger (Ifa, 2021) et les conditions de travail des artistes et travailleurs culturels indépendants (IFACCA, 2022). En tant que membre du groupe d'experts de l'UNESCO sur la Convention de 2005 sur la diversité des expressions culturelles, elle a rédigé le rapport *Liberté & Créativité : défendre l'art, défendre la*

*diversité* (2020) et propose des formations (*La liberté artistique dans la sphère numérique*, UNESCO, mai 2022).

**Delamour, Carole**

**Chercheuse associée UMR 7206 Éco-anthropologie (MNHN – CRNS – Université de Paris)**



Carole Delamour (Ph.D. en anthropologie et en ethnoécologie) est chercheuse associée à l'UMR 7206 Éco-anthropologie (Muséum national d'histoire naturelle, CRNS, Universités de Paris). Ses intérêts de recherche portent sur les enjeux culturels, juridiques et éthiques du rapatriement des collections muséales. Après avoir mené ses recherches sur les procédures en cours en Amérique du Nord, elle étudie désormais les distorsions conceptuelles observées entre les normes et les catégories utilisées dans les lois et les politiques européennes du rapatriement et celles utilisées par les communautés autochtones et locales. Elle a publié plusieurs articles sur ces questions et a dirigé le numéro « Le rapatriement et ses multiples dimensions relationnelles » de la Revue d'études autochtones. Elle a également codirigé avec Jo Anni Joncas, David Bernard, Benoit Éthier et Francesca Croce l'ouvrage *Kasalokada ta lagwosada : Réalités et enjeux de la recherche collaborative en milieux autochtones* (Éditions Peisaj, 2021).

**Dragicevic Sestic, Milena**

**Professeure émérite, Chaire UNESCO en politique et gestion culturelles, Université des arts, Belgrade**



Dr Dragicevic-Sestic est à la tête de la chaire UNESCO sur « l'interculturalité, la gestion artistique et la médiation dans les Balkans » et est professeure de politiques culturelles et de gestion culturelle. Elle est experte dans le domaine des approches participatives pour la conception et le développement de politiques culturelles locales. Le Dr Dragicevic-Sestic a une expérience considérable en politique d'intervention en Europe du Sud-est (réforme des politiques culturelles au Monténégro, en Roumanie, en Serbie, en Croatie, en Bulgarie et en Macédoine), dans le Caucase, en Asie Centrale et dans les pays arabes. Par ailleurs, elle a une expertise en développement organisationnel et renforcement des capacités pour les administrateurs et directeurs culturels locaux en Europe, dans les pays arabes et en Inde. Elle travaille comme experte pour les programmes du Conseil de l'Europe, les projets de recherche de l'UE, l'ECF, Pro Helvetia, le British Council et l'OSI.

**Duvelle, Cécile**

**Secrétaire de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel 2008-2015**



Cécile Duvelle, formée en anthropologie culturelle avec le professeur Georges Balandier, a travaillé à l'UNESCO pendant près de trente ans. Chargée du suivi des questions culturelles au Cabinet du Directeur général entre 1999 et 2008, elle a étroitement suivi le processus d'élaboration et de négociation de plusieurs instruments normatifs dans le domaine de la culture, en particulier la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel et la

Convention de 2005 pour la promotion et la protection de la diversité des expressions culturelles. Elle a par la suite été Chef de la Section du patrimoine immatériel de l'UNESCO et Secrétaire de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2008 à 2015.

**Guèvremont, Véronique**

**Titulaire de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles, Faculté de droit, Université Laval**



Véronique Guèvremont est professeure à la Faculté de droit de l'Université Laval (Québec, Canada). Elle est titulaire de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles et coresponsable de l'axe Arts, Médias et Diversité culturelle de l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'intelligence artificielle et du numérique (OBVIA). Diplômée de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, elle enseigne depuis 2006 le droit international de la culture et le droit international économique. De 2003 à 2005, elle a agi à titre d'experte associée à la division des politiques culturelles de l'UNESCO lors de la négociation de la Convention sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Elle fait partie de la

Banque d'experts de l'UNESCO sur cette convention internationale et du Groupe d'accompagnement sur la découvrabilité de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF). Elle collabore régulièrement avec de nombreux ministères et organismes culturels québécois, canadiens et internationaux.

## **Guillou, Nicolas**

### **Magistrat, juge de la mise en état aux Chambres spécialisées pour le Kosovo**



Nicolas Guillou, magistrat, est actuellement juge de la mise en état aux Chambres spécialisées pour le Kosovo, juridiction pénale internationalisée basée à La Haye compétente pour crimes contre l'Humanité et crimes de guerre. Titulaire d'un master en droit pénal et politique criminelle de la Sorbonne sous la direction de Mireille Delmas-Marty et ancien élève de l'école nationale de la magistrature, il a commencé sa carrière comme juge d'instruction en 2003, avant de rejoindre le ministère français de la justice comme responsable des négociations européennes et internationales en propriété intellectuelle et droit des sociétés. Nommé conseiller pénal au cabinet du ministre de la Justice en 2009, il pilote l'élaboration de 10 projets de loi. Il devient conseiller diplomatique du ministre en 2011, poste dans lequel il conseille et représente le ministre au cours de multiples réunions bilatérales et multilatérales, notamment au G8, à EUROJUST et au Conseil Justice et Affaires intérieures de l'Union européenne. Il a par la suite exercé les fonctions de magistrat de liaison à Washington de 2012 à 2015, où il était chargé de l'entraide pénale, des extraditions, et des transfèvements de détenus entre la France et les États-Unis, notamment en matière de crime organisé, de délinquance financière et de terrorisme. Il a ensuite été nommé chef de Cabinet de la Présidente du Tribunal spécial pour le Liban, première juridiction hybride compétente pour des faits de terrorisme et pour des crimes commis au Moyen-Orient. Il est le candidat de la France pour la prochaine élection des juges à la Cour pénale internationale en décembre 2023.

## **Le Moine, François**

### **Avocat spécialisé en droit de l'art et du patrimoine, chargé de cours, Faculté de droit, Université de Montréal**



François Le Moine est avocat spécialisé en droit de l'art et du patrimoine. Il est également chargé de cours pour le séminaire "Droit international avancé : droit des arts et du patrimoine culturel" aux études supérieures de la Faculté de droit à l'Université de Montréal.

### **Mainetti, Vittorio**

**Professeur adjoint en droit international et en droit des organisations internationales, École des sciences politiques, économiques et sociales, Università degli Studi di Milano**



Docteur en droit international de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) de Genève et de l'Université de Milan, il enseigne le droit international et le droit des organisations internationales à l'Université de Milan (Italie). Depuis 2006, il est le coordinateur du Séminaire de droit international de l'Office des Nations Unies à Genève. De 2010 à 2018, il a été adjoint scientifique aux affaires internationales de l'Université de Genève. Spécialisé en droit international public, il s'intéresse en particulier à l'histoire du droit international et au droit des relations culturelles internationales et à la protection internationale du patrimoine culturel. Sa thèse de doctorat était consacrée à l'étude du droit international de la culture (titre: L'intérêt culturel internationalement protégé. Contribution à l'étude du droit international de la culture). Il est auteur de plusieurs publications scientifiques sur différentes questions liées à la protection du patrimoine culturel. De 2000 à 2005, il a fait partie de la délégation italienne à l'UNESCO et a participé en tant qu'expert aux négociations qui ont mené à l'adoption des dernières conventions internationales de l'UNESCO. Depuis 2004, il collabore activement avec le CNRS de Paris à des activités de recherche portant sur le droit du patrimoine culturel. En 2007 et en 2009, il a participé au Centre de recherche de l'Académie de droit international de la Haye. Depuis 2011, il est chargé d'enseignement vacataire à l'Université Jean-Monnet de Saint-Étienne, où il enseigne le droit international et européen du patrimoine.

### **Meyer-Bisch, Patrice**

**Président de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels, coordonnateur de la Chaire UNESCO pour les droits de l'homme et la démocratie de l'Université de Fribourg**



Patrice Meyer-Bisch est philosophe, docteur de l'Université de Fribourg (Suisse) (Le corps des droits de l'homme), habilité en éthique politique de l'Université de Strasbourg (Le sujet en ses milieux). Il est actuellement président de l'Observatoire de la diversité et des droits culturels ainsi que Coordonnateur de la Chaire UNESCO pour les droits de l'homme et la démocratie de l'Université de Fribourg. Jusqu'en 2016, il a été le coordinateur de l'Institut interdisciplinaire d'éthique et des droits de l'homme (IIEDH) de la même Université. Il anime depuis plus 30 ans le « Groupe de Fribourg » dont les travaux sont consacrés aux droits culturels, y compris dans leurs liens avec les droits économiques : il a mené des recherches fondamentales et recherches/actions, analyses participatives, en Europe et en Afrique et



Amérique latine; collaborations avec l'UNESCO, le Haut-Commissariat des NU aux droits de l'homme, le Conseil de l'Europe et la Francophonie. Il poursuit actuellement les recherches sur les conditions d'effectivité des droits culturels, ainsi que sur les dimensions culturelles de l'ensemble des droits humains.

**Otasevic, Ivana**

**Directrice adjointe et coordonnatrice de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles**



Ivana Otasevic est titulaire d'un doctorat en droit international et est chargée de cours à la Faculté de droit de l'Université Laval. Depuis 2009, elle s'intéresse aux relations entre la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles (2005) et les accords commerciaux, la dimension culturelle du développement durable et le statut juridique du concept de diversité culturelle en droit international. Au cours des dernières années, ses recherches et publications portent plus spécifiquement sur la protection et la promotion des droits culturels des personnes migrantes et groupes minoritaires ainsi que sur la protection et la promotion

de leurs expressions culturelles. Présentement, elle occupe le poste de Directrice adjointe de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles, et est membre associé du Centre de recherche CELAT Cultures - Arts - Sociétés.

**Progin-Theuerkauf, Sarah,**

**Co-titulaire de la Chaire UNESCO pour les droits de l'homme et la démocratie de l'Université de Fribourg, Université de Fribourg**



La Prof. Sarah Progin-Theuerkauf est Professeure en droit européen et en droit européen des migrations à l'Université de Fribourg et co-directrice du Centre de droits des migrations (Cdm). Depuis 2020, elle est également co-titulaire de la Chaire UNESCO pour les droits de l'homme et la démocratie à l'Université de Fribourg. Sarah Progin-Theuerkauf s'intéresse particulièrement aux droits humains des personnes migrantes.

## **Richer, Iris**

**Doctorante à la Faculté de droit de l'Université Laval**



Iris Richer est doctorante à la Faculté de droit de l'Université Laval, sous la direction de la professeure Véronique Guèvremont (Université Laval) et de la professeure Yvonne Donders (Université d'Amsterdam, Pays-Bas). Elle est détentrice d'une Maîtrise en droits fondamentaux de l'Université Laval et du Diplôme de l'Institut d'études politiques de Rennes en France. À la suite de l'obtention de sa maîtrise en 2019, elle a travaillé en tant que professionnelle de recherche auprès de la Chaire UNESCO sur la diversité des expressions culturelles (Faculté de droit, Université Laval) et en tant que coordinatrice de l'axe Arts, médias et diversité culturelle de l'Observatoire international sur les impacts sociétaux de l'IA et du numérique (OBVIA). Son projet de thèse porte sur la protection du droit de participer à la vie culturelle dans l'environnement numérique et elle est récipiendaire d'une bourse doctorale dans le cadre du programme de Bourses d'appui à la relève de l'OBVIA.

## **Rivet, Christophe**

**Associé principal, EVOQ Stratégies**



Christophe Rivet exerce dans le domaine du patrimoine depuis plus de 25 ans, en tant qu'archéologue, spécialiste en planification d'aires protégées, et analyste de politiques. Il eut une carrière de plusieurs années à Parcs Canada et Environnement et changements climatiques Canada où il a dirigé des projets pluridisciplinaires de gestion de parcs nationaux et lieux historiques nationaux, développé des politiques canadiennes de conservation, et représenté le gouvernement fédéral dans ses relations avec les gouvernements provinciaux, le milieu académique, les ONGs, l'industrie, les nations autochtones, et des gouvernements étrangers. Il quitte par la suite la fonction publique pour se lancer dans les services de consultation en patrimoine mondial. Il co-fonde EVOQ Stratégies en 2019, une firme dédiée au développement durable et au patrimoine. Celle-ci offre une panoplie de services stratégiques en aires protégées, réhabilitation des milieux urbains, conservation des environnements patrimoniaux, au Canada et à l'étranger. En parallèle, M. Rivet se dédie depuis de très nombreuses années au travail du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS). Il a occupé au cours des ans de nombreuses fonctions au Canada et à l'international, dont celles de président du Comité canadien et vice-président du conseil consultatif international. Il a contribué entre autres à l'évaluation de nombreuses propositions d'inscription au patrimoine ainsi qu'à l'élaboration de nouvelles orientations

pour la pratique à l'international liées au développement durable, au patrimoine autochtone, et à l'adaptation aux changements climatiques. Il détient un doctorat de l'Université de Leicester, une maîtrise en aménagement de l'Université de Montréal, ainsi qu'un baccalauréat en anthropologie et archéologie de l'Université McGill.

### **Royen, Fanny**

**Candidate au doctorat en droit international (service de droit international en lien avec la protection de l'individu), Faculté de Droit, de Science politique et de Criminologie, Université de Liège**



Fanny Royen est titulaire d'un Master en droit de l'Université de Liège, durant lequel elle a également étudié à la *Wien Universität*, et d'un master complémentaire en droit international public de l'Université Libre de Bruxelles. Elle est actuellement candidate au doctorat en droit international à la Faculté de droit, de science politique et de criminologie de l'Université de Liège. Ses recherches portent principalement sur la répression des crimes internationaux par les juridictions nationales ainsi que sur la protection du patrimoine culturel en période de conflit armé. En parallèle, elle est assistante chargée d'exercices en droit international public à l'Université Libre de Bruxelles. Enfin, elle est formatrice en droit international humanitaire auprès du service de diffusion du DIH de la Croix-Rouge de Belgique et soutient l'organisation de divers concours internationaux (en tant que tutrice au Concours International Jean-Pictet et en tant qu'évaluatrice au *IBA ICC Moot Court Competition*).

### **Vézina, Christine**

**Chercheuse principale et directrice de la Communauté de recherche-action sur les droits économiques et sociaux (COMRADES), co-responsable du Centre d'étude en droit administratif et constitutionnel (CEDAC) et du groupe d'étude en droits et libertés (GEDEL)**



Christine Vézina travaille sur les injustices socio-économiques et de santé. Elle mobilise les théories socio-juridiques et la méthodologie empirique pour développer des recherches qui visent à saisir le droit en action, tel qu'il est ou non mobilisé par les acteurs sociaux. La professeure Vézina cherche à mieux comprendre la culture juridique des droits de la personne qui (re)produit la marginalisation des droits économiques sociaux et culturels, tels les droits à la santé, au logement, à l'alimentation suffisante et à un niveau de vie suffisant au

Québec et au Canada. Dans le cadre de ce vaste programme de recherche empirique, elle cherche à mieux cerner la place des droits économiques sociaux et culturels dans les pratiques, représentations et valeurs des acteurs œuvrant au sein et en périphérie du système judiciaire. Un volet de cette recherche porte sur les rapports qu'entretiennent les législateurs québécois et fédéral (Assemblée nationale et Parlement) avec ces droits, dans le cadre du processus d'adoption des lois.

**Xanthaki, Alexandra**

**Rapporteuse spéciale dans le domaine des droits culturels**



Alexandra Xanthaki a été nommée Rapporteuse spéciale des Nations unies dans le domaine des droits culturels en octobre 2021. Mme Xanthaki est grecque et vit au Royaume-Uni où elle travaille comme professeur de droit à l'université Brunel de Londres. Tout au long de sa carrière universitaire, Mme Xanthaki a publié plus de 50 ouvrages sur les droits culturels des minorités et des peuples autochtones, la diversité culturelle, le patrimoine culturel, l'équilibre entre les droits culturels et les autres droits et intérêts, ainsi que le multiculturalisme et l'intégration dans le droit international des droits de l'homme. Elle a travaillé avec des

ONG et la société civile et a consulté des États sur ces questions.